En préalable, nous demandons à préciser le sens des premières lignes de notre mémoire en réplique :

Il est entendu, que nous ne demandons pas aujourd'hui au tribunal de prendre une décision pour éviter une élection inutile, mais seulement la possibilité d'un délibéré rendu au plus tôt, pour éviter le cas échéant à la collectivité les coûts d'une élection qui pourrait de fait devenir inutile de par la décision du tribunal. En effet des nouvelles élections sont prévues ce 20 mai 2011.

D'autre part nous n'avons appris que ce lundi 2 mai en fin d'après midi, la possibilité de rédiger ce mémoire avant ce même jour dernier délai.

En effet notre avocat a considéré que « les jeux étaient faits » et que vous vous soumettez à la décision du conseil d'état, et ceci même si nous vous développons des moyens non visés ni par le conseil d'état, ni par votre collègue ayant statué en référé. Nous avons été pris au dépourvu et très étonnés de cette attitude pour le moins négative.

Nous croyons malgré tout au service public de la justice

Nous requérons donc votre indulgence relativement aux fautes de frappes ou autres, devant l'urgence de la remise du mémoire en réplique.

Nous ne sommes pas des professionnels de droit, juste des parents d'élèves sensibles à la justice, et souhaitant s'exprimer en tant que tels.

Nous voudrions énoncer rapidement deux points déjà évoqués dans nos mémoires mais qui méritent un développement complémentaire et que le tribunal ne pourrait ignorer sans fonder sa décision sur des faits matériellement inexacts

1 – Preuve littérale du courrier de contestation de l'Aipe évoqué dans le mémoire en réplique sur le fond

Déroulement des évènements suite aux élections :

Vendredi 15 octobre : Dépouillement puis proclamation des résultats.

Mardi 19 octobre : L'inspection académique prend connaissance des résultats, et n'est plus en accord avec les bulletins invalidés. Mais seules les personnes concernées par les élections (intérêt à agir) peuvent les contester. L'inspection contacte t-elle l'Aipe pour lui demander de contester les élections ?

Monsieur Lalaoui Nous éclairera sans doute.

Mercredi 20 octobre : Envoi d'un courrier AR au Rectorat.

Jeudi 21 octobre : Toujours pas de nouvelle de l'AIPE, le fameux courrier n'est pas arrivé. Que faire ?

Vendredi 22 octobre : (pièce n°6 de notre mémoire initial)
Envoi par Monsieur l'inspecteur d'académie d'un courrier de protestation.

Hors délais : il semblerait que dans la précipitation, le samedi n'aie pas été compté comme un jour ouvrable par l'inspecteur d'académie. Ceci expliquerait la tentative de Monsieur le Recteur de situer la proclamation des résultats le lundi 18 au lieu du 15, sur la base d'un rapport qui n'en parle nullement, et ensuite sur un certificat épique et incompréhensible (cf mémoire en réplique).

Hors qualité du protestataire (intérêt à agir). Là, l'inspecteur rédige très clairement ces doutes. Le recteur ne répondra pas sur ce point dans son acte.

25-26 octobre : Le courrier de l'aïpe n'est toujours pas parvenu au rectorat. Est-ce à ce moment que l'inspection demande à l'AIPE une preuve d'envoi ainsi qu'une copie mail de la lettre ?

Monsieur Lalaoui Nous éclairera sans doute.

Pourquoi un mail ? Pourquoi pensons-nous que le courrier recommandé n'est jamais arrivé ? Le document est non signé, il manque les annexes qui n'ont jamais pu être produites, ainsi que les accusés de réception.

Comment le rectorat ou l'inspection académique sont ils informés du recours de l'aïpe puisqu'ils n'ont toujours pas reçu la contestation ? Comment peuvent-ils être au courant autrement qu'en étant à l'initiative de cette contestation ? Comment ces documents appartenant à l'aïpe se sont-ils retrouvés en possession du rectorat ? Quelle communication, à quel moment, à l'initiative de qui, sachant qu'une procédure électorale est en cours, entraînant par là même devoir de neutralité pour l'administration ? (Nous avons déjà eu les mêmes questions de partialité lors des élections par l'administration du collège et la réactivité ralentie de l'inspection académique (cf mémoire en réplique))

Nous sommes là dans un cas de détournement de pouvoir ! Il est de l'intérêt de l'administration de favoriser une liste indépendante contre une liste Fcpe, et aussi de diviser les représentants de parents de ce collège jusque là unis sur une seule liste et si solidaires dans les problèmes de ces dernières années (cf mémoire en réplique).

Monsieur Lalaoui Nous éclairera sans doute.

Mercredi 27 octobre : Acte administratif du recteur de l'annulation des élections.

La contestation de l'Aipe n'est pas mentionnée dans cet acte ; nous y reviendrons dans notre deuxième et dernier point en termes de motivation d'acte administratif. Mais nous voudrions nous intéresser à la question suivante ? Pourquoi la contestation n'est elle pas mentionnée dans cet acte administratif ?

C'est à raison que le rectorat refuse de mentionner la contestation de l'Aipe. Elle n'est pas recevable pour deux raisons : la première, simplement, puisqu'elle cette contestation n'est pas arrivée officiellement au rectorat, ensuite, parce que l'inspection présente un mail comme seul support, et pour couronner le tout, non signé, donc sans valeur juridique.

La signature nécessaire à la perfection d'un acte juridique identifie celui qui l'appose (code civil article 1316-4)

Son véritable auteur est-il d'ailleurs vraiment M.Guichereau, dont le lieu de travail est ouvertement déclaré en région parisienne, et donc très probablement absent de la région le 20 octobre 2010 ?

La jurisprudence prévoit dans certains cas, (envoi électronique) une régularisation à posteriori. La partie adverse n'a pas produit ce document essentiel, et l'envoi présenté est ici postal.

Enfin le 26 novembre : Audience en référé, le rectorat produit donc cette copie mail de la protestation de l'aïpe, non mentionné dans l'acte administratif du recteur. Base désespérée de la légalité de l'acte administratif de Monsieur le Recteur

Questions aujourd'hui sans réponses : Nous avons clairement démontré que la contestation de l'Aipe (pièce n°4 de la partie adverse) n'est pas le document envoyé en recommandé le 20 octobre, ni même sa copie. Ou bien que ce document n'a aucune valeur puisque non signé. Nous voudrions que le tribunal soit éclairé sur ce point particulièrement décisif. D'où vient ce document ? Comment est-il parvenu au rectorat ? A quelle date ce document a-t-il été envoyé et parvenu à son destinataire ? La preuve d'envoi présentée n'étant plus valable.

Nous laisserons le tribunal apprécier de quelle façon une administration lui a présenté, en toute connaissance de cause, les pièces en questions.

Monsieur Lalaoui nous éclairera sans doute.

Article 421-30 du code de l'éducation

Derniers alinéas

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la proclamation des résultats devant le recteur d'académie.

Celui-ci statue dans un délai de huit jours à l'issue duquel, à défaut de décision, la demande est réputée rejetée.

Le recteur prend bien une décision relative à une contestation précise, et dans un délai de huit jours suivant sa réception.

La décision prise par le recteur le 27 octobre 2010 ne concerne pas la contestation de l'aïpe. La contestation de l'Aipe sera donc réputée rejetée 8 jours après sa réception par le rectorat, si un jour ce document arrive.

La décision du recteur elle doit être annulée d'une part suite à contestation tardive de l'inspecteur d'académie, d'autre part n'ayant pas qualité lui-même à contester ces élections. (CE, 20 mai 1996, n°128719)

2 - Sur l'acte administratif individuel et la motivation de l'acte.

Vu les destinataires nommément désignés

Copie à : *Association Indépendante des Parents d'élèves de Saint Lys et Fontenilles*

Association de parents d'élèves du Collège Léo Ferré de Saint Lys

, vu les notifications envoyées et reçues (pièce 9 de notre partie adverse) donnant voie de recours.

, vu que à la page 2/5 du mémoire produit par les services du rectorat il est bien précisé :

« La décision du 27 octobre 2010 signée par le recteur a été notifiée aux deux associations qui ont présenté des candidats »

Sachant que les actes individuels sont notifiés, les actes réglementaires sont publiés.

Nous sommes bien en présence, au moins en partie, d'un acte individuel concerné par la

Loi n°79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public

Article 1

Les personnes physiques ou morales ont le droit d'être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent.

A cet effet, doivent être motivées les décisions qui : (entre autres)

- retirent ou abrogent une décision créatrice de droits ;

Nous sommes là sur un moyen de légalité externe évoqués dans notre mémoire en réplique en référé. Ce moyen n'a pas été visé par le juge des référés, et n'a pas été visé non plus par le conseil d'état, ni dans ses visas ni dans ses conclusions. Nous allons développer brièvement ce dernier point.

Article 3

La motivation exigée par la présente loi doit être écrite et comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision

Considération de fait : Il s'agit de permettre à l'administré de percevoir le « pourquoi des choses » et donc d'être en mesure de mieux accepter les décisions prises, ou éventuellement de pouvoir les contester en toutes connaissances de causes.

Effectivement non seulement les motivations liées à la protestation de l'Aipe n'est pas mentionnée, mais la seule contestation mentionnée est celle du courrier de Monsieur l'Inspecteur d'académie dont il est établi que ce courrier est tardif et que Monsieur l'inspecteur n'a pas qualité à agir. De plus Monsieur le Recteur essaie de décaler la proclamation des résultats au 18, pour valider la contestation tardive de l'inspecteur. Preuve s'il en est que cet acte administratif ne concerne pas la contestation de l'aïpe, non encore reçu à cette date par le rectorat.

Alors nous sommes devant un choix :

Somme-nous en face d'une motivation non seulement manquante, mais surtout trompeuse conduisant l'administré vers un recours contre la contestation de l'inspecteur d'académie (ce que nous avons fait).

Ou bien sommes-nous sur une motivation sincère, qui ne répond donc pas à la contestation de l'aïpe. Le Recteur n'ayant pas répondu à cette contestation, celle ci est donc réputée rejetée selon l'article 421-30 du code de l'éducation.

Donc et ce sera là ma conclusion :

Soit, parce que vous considérerez que l'acte administratif de Monsieur le Recteur concerne la contestation de l'Aipe, dans ce cas l'acte administratif viole la **Loi du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs.**

Soit, parce que vous considérerez que l'acte administratif de Monsieur le Recteur ne concerne pas la contestation de l'Aipe, et que suite à contestation tardive de l'inspecteur d'académie, (Article 421-30 du code de l'éducation) d'autre part n'ayant pas qualité lui-même à contester ces élections. (CE, 20 mai 1996, n°128719)

Vous devrez annuler la décision du recteur du 27 octobre 2010.